



**SYNDICAT NATIONAL DES AGENTS DES DOUANES**  
**CGT**  
**Sections de Montpellier - Perpignan - Midi-Pyrénées & DNSCE**

---

Montpellier le 6 octobre 2017

Compte-rendu de l'entretien avec le Directeur Général le 05/10

## **Oui, monsieur le Directeur, ça nous fait sacrément tiquer !**

Pour nous, la visite d'un DG dans une direction interrégionale – inauguration de brigade à la clé – c'était un non-événement. En nous rendant à cette rencontre, notre objectif était clair : forts des remontées de nos collègues et camarades dans les différents services de l'interrégion, expliquer aux occupants de la Tour d'Ivoire comment se traduisent sur le terrain les décisions qu'ils ont prises. M. Gintz, affable, a ouvert la rencontre en indiquant qu'il tenait à ce temps d'échange avec les OS afin d'avoir leur sentiment sur la déclinaison locale des réformes que la DG conduit. Nous étions donc en phase...

Nous nous sommes ainsi fait l'écho du désarroi, de la colère, de l'incompréhension et des difficultés des collègues. Nous les avons transcrites de manière assez large – bien que non exhaustive ! – dans notre intervention [\[lire ici\]](#).

Le Directeur général, qui était accompagné de Mme Peroz, sous-directrice de B, nous a répondu par un « digest » de son CTR tenu l'avant-veille : augmentation globale des effectifs (continuation plan lutte antiterrorisme + gestion du Brexit), rééquilibrage entre les branches et abandon de certains objectifs chiffrés (priorité au trafic tabac) [\[lire compte-rendu du CTR\]](#).

La déclinaison de cette orientation en termes d'effectifs pour l'interrégion, c'est après le dialogue de gestion le 15 novembre qu'elle sera connue. Le directeur interrégional en présentera les grandes lignes lors du CTSD du 28 novembre et les chiffres arrêtés seront présentés en CTR le 12 décembre.

### **Bon c'est bien, mais ils vont aller où ces effectifs dans notre interrégion ?**

Pas vers les petites structures puisque visiblement, pour notre DG, "*small*" n'est pas "*beautiful*" et là on a eu droit au couplet archi-rebattu des « *gains d'efficacité et d'efficience* » (qui conduisent au regroupement et suppressions d'unités et à la création de plus grosses unités - le DG a insisté là-dessus, la preuve entre 2010 et 2017, deux unités supprimées et zéro emploi supplémentaire en surveillance !) et aux malheureuses « *petites structures qui souffrent et qui ne sont plus adaptées à l'activité économique, aux souhaits des entreprises et aux règles fiscales* ». Si bien que « *chaque fois que les conditions de rendu du service public pourront être améliorées, les structures seront fermées* ». A notre question pour savoir si le buraliste de Marciac – M. Gintz connaît-bien Marciac, nous dit-il ce qui ne

nous étonne guère ! – va considérer comme une amélioration d'aller désormais signer son traité de gérance à Portet plutôt qu'à Auch comme l'implique la concentration régionale... nous n'aurons pas de réponse, probablement parce que M.Gintz ne voit pas très bien où se trouve Portet.

De la même manière, quand nous posons la question de savoir s'il est de bonne gestion que les agents de Nîmes fassent des heures de route pour effectuer des contrôles en Lozère après la fermeture du bureau de Mende, la réponse est sidérante. Avec la bonne foi que nous commençons à bien connaître, il nous a été répondu qu'on n'allait pas « *mettre un service des douanes derrière chaque ruraliste* »... Cette déformation permanente de nos propos n'est pas à proprement parler signe d'un dialogue social respectueux (voir notre encadré). Il est bien évident que nous ne militons pas pour le rétablissement des barrières d'octroi aux entrées et sorties de chaque bourg et il nous paraît qu'il y a de la marge entre un contrôle en tous temps et tous lieux de chacun de nos redevables et un service public de proximité au chef-lieu du département, droit absolu des citoyens contribuables et garantie de l'égalité devant l'impôt sur tous nos territoires. Aurions-nous une approche plus nuancée que ceux qui veulent nous donner des leçons ?

Bref, nous faisons preuve de mesure et de responsabilité – et non, nous ne sommes pas adeptes du gaspillage d'argent public, mais c'est tellement tentant de le laisser entendre ! – et des arguments, nous n'en manquons pas, mais, comme l'agneau de la fable, que pourrait-on bien dire si le loup a décidé de nous manger ?

Une chose est certaine, M. Gintz pratique tout aussi bien la langue de bois que ses prédécesseurs et ses administrateurs très supérieurs.

#### **Les quelques points intéressants actés :**

- S'agissant du **TAJ, du GIR, du CCPD**, il rencontre prochainement le DG police nationale ;
- Pour les badges **autoroutes**, une rencontre prochaine avec Vinci devrait permettre de régler ce problème au niveau national ;
- La note DG – dont nous attendons toujours communication – sur le **financement par le CHSCT** d'équipements de sécurité ne sera pas rapportée. Pour les *scala rider*, pas de généralisation puisque tous les motocyclistes n'en veulent pas (par exemple Nice) ;
- Les **instructions surveillance** pourront être revues, mais plus tard : il y a d'autres priorités. Toujours dans la mesure, M. Gintz a indiqué qu'on ne pouvait pas revoir les instructions « *tous les ans* » – ce que nous ne demandions évidemment pas !
- Concernant les **oppositions aux fonctions**, le DG a précisé que la DG était très attentive sur le sujet ;
- Les **gilets pare-balles féminins** : le modèle Verseidag Ballistic a été retenu au marché public mutualisé et sera généralisé ;
- Malgré la demande des représentants du SNAD-CGT, pas de reconnaissance de la pénibilité pour les porteurs du **gilet lourd** et du **HK**, l'instruction récente limitant les cas d'usage de ce gilet réduisant, de son point de vue, la pénibilité ; nous avons insisté sur la responsabilité qui allait peser sur le porteur de cette arme, laquelle méritait bien d'être reconnue. Mais, circulez, il n'y a rien « à-a-

voir », pas le moindre geste en perspective qui pourrait alléger le déploiement de cette arme « lourde ». Les collègues apprécieront...

- De manière plus générale, pour la **sélection d'un habillement et d'équipements** suivant une méthodologie plus sérieuse associant les organisations syndicales et les acteurs de prévention du ministère (médecin de prévention, ISST, ergonome\*), la sous-directrice de B convient que la fonction achat doit (et va) évoluer vers une méthode associant les utilisateurs. On attend plus mais c'est déjà mieux que de persévérer dans l'entre-soi !
- Pour les **chiffres de grève**, les instructions sont qu'ils soient donnés rapidement, le jour J ou J+1 au plus tard. Mais pas question de donner des chiffres précis « *la grève est un droit ; celui de ne pas faire grève aussi* ». On sentait bien que notre DG nous imaginait déjà entreprenant des purges (stalinienne évidemment) ;
- S'agissant des **soins préventifs vétérinaires** pour nos collègues à 4 pattes dont le DI a supprimé la prise en charge, la DG va se pencher sur une note de 2011 qui serait en cause ;
- Le DG nous annonce qu'il a l'intention de se déplacer prochainement sur la DR de Toulouse (sûrement avant la fin de l'année) et qu'il passera par le centre d'expertise. Ce sera l'occasion d'aborder spécifiquement le sujet... et peut-être de lui préparer aussi un petit comité d'accueil pour qu'il sente bien le désarroi des agents d'Occitanie dont nous lui avons rappelé qu'ils étaient à un taux de grève bien supérieur à la moyenne nationale les 12 et 21 septembre dernier... Et notamment au bureau de Blagnac !

#### **Un directeur général très rodé à l'art d'avoir toujours raison...**

Un directeur général tout heureux de ses bons mots **et qui sous couvert d'humour épaissit le trait jusqu'à écraser ce que vient de lui dire son interlocuteur.**

Ainsi le besoin de service public de proximité devient « *un service derrière chaque buraliste* ». Une égalité devant l'impôt se traduit par « *des contrôles tous les 4 matins de toutes les petites TPE/PME de Lozère* ».

La nécessaire révision des instructions cadres remontant à 1995, 2002, 2008 devient « *je ne suis pas favorable à la révision des règles chaque année* »...

Quand nos directeurs nous faisaient le coup, on pouvait au fond de nous penser qu'ils ne comprenaient pas tout ce que nous disions, mais quand on constate que c'est le mode opératoire du *Number One*, on comprend mieux ce qu'on apprend dans les sessions de management des cadres supérieurs de l'administration. Il n'y a pas de quoi en être fiers !

Quand un collègue de l'UNSA fait remarquer que compte tenu de ce que rapporte la douane, quelques centaines de douaniers supplémentaires ne seraient pas de trop pour récupérer la TVA extracommunautaire qui s'évapore par millions... le DG nous répond que « *ce sont de pareils raisonnements qui ont conduit l'Union-Soviétique à la ruine économique* ».

La dislocation de l'URSS a plus de 25 ans mais on perçoit bien que c'est une référence forte pour nos interlocuteurs quand ils discutent avec les syndicats... Nous avons d'autres références historiques : le bazar territorial à la veille de la Révolution française (on s'en approche de plus en plus), la noblesse de robe qui aime bien taper sur les doigts des gens « qui ne sont rien », les fermiers généraux qui s'en mettaient plein les fouilles (voir bilan social 2016).

**Un grand numéro de "je vais vous expliquer comment ça marche" et, si ça résiste, de tentative de disqualifier l'adversaire !**

**Et ça, l'arbitre l'a bien vu !**

\* Même si ces derniers sont un peu « *loin du ballon* » selon notre DG qui file la métaphore "foot" alors que, selon nous, ce sont justement des experts à même d'analyser les situations de travail réel et de faire des préconisations utiles – avec l'aide d'experts plus pointus si nécessaire. Question de point de vue. Comme pour les *penalties* ?

**On se saisit de l'occasion pour vous rappeler que la meilleure chance d'être entendus ce sera un fort taux de grévistes le 10 octobre : tous en grève et dans les manifestations le 10 octobre !**

- Le **nouveau DR de Toulouse** sera nommé lors de l'instance de commandement du 25 octobre ;
- Quant à la question que nous avons posée sur la **cartographie** des fermetures de services, il nous répond « *La cartographie existe bien jusqu'en 2020, elle sera respectée, avec deux exceptions : Rouen et sa DRGC d'une part, Paris et le regroupement des régions pour aboutir à une DI aéroportuaire, d'autre part* ».

Quand, pour conclure cette rencontre, nous lui indiquons que, de notre point de vue, **la consultation des CT locaux** devrait s'opérer **avant** que le Ministre prenne sa décision – car c'est à ce stade que l'avis de l'instance a du sens afin d'appréhender la problématique dans ses dimensions diverses –, on sent une onde de contrariété parcourir notre DG qui, citant une jurisprudence (que nous aimerions avoir), estime que ce n'est pas ainsi qu'en a décidé le juge. A vérifier... Mais à coup sûr cette manière de concevoir le dialogue social et la consultation des instances en dit long sur ce qu'il y a derrière le vernis affable de notre nouveau directeur général...

En bref, nous avons eu devant nous un DG bien déterminé à poursuivre l'œuvre engagée avant lui et bien dans le ton de l'ère macronienne pour ce qui est de la Com'. Mais nous ne nous laisserons pas prendre à ce petit jeu des sourires et des vanes faciles, car le résultat est là : le service rendu au public se dégrade, les déserts fiscaux s'étendent, la charge de travail s'alourdit et se complexifie. Le travail devient de plus en plus une souffrance pour nos collègues !

**Nous, au SNAD-CGT, nous sommes avec eux (nos collègues). Nous sommes des leurs.**  
**Vous, messieurs-dames de la DG et messieurs leurs intermédiaires, vous êtes des leurs !**  
*(Ça c'était une petite dernière pour nous mettre dans le ton !)*

#### Bulletin de contact et d'adhésion

Je souhaite :	Nom :	Prénom :
<input type="checkbox"/> Prendre contact	Service :	Téléphone contact :
<input type="checkbox"/> Me syndiquer	Indice :	Mail :
Signature :	Adresse :	Ville :

Bulletin  
à renvoyer à :

**DI et DR de Montpellier** : Nadia DUCOS ([nadia.ducos@douane.finances.gouv.fr](mailto:nadia.ducos@douane.finances.gouv.fr))

**DR Toulouse et DNSCE** : Thierry BERGES, 34 avenue des Pyrénées, 31 270 Frouzins  
([thierry.berges@douane.finances.gouv.fr](mailto:thierry.berges@douane.finances.gouv.fr))

**DR de Perpignan** :

Noël CHANUDET, BSI PERPIGNAN, 3 avenue de Rome, 66031 Perpignan  
([noel.chanudet@douane.finances.gouv.fr](mailto:noel.chanudet@douane.finances.gouv.fr)) ;

Ou

⇒ [Adhérer en ligne](#)

Linda SAGUE, BSI LE PERTHUS, Plateforme autoroutière, 66480 Le Perthus  
([linda.thuillier@douane.finances.gouv.fr](mailto:linda.thuillier@douane.finances.gouv.fr))

